

# Le nouveau gouvernement consacre la victoire politique du FPR

Le gouvernement d'unité nationale formé, mardi 19 juillet, par le nouveau premier ministre, Faustin Twagiramungu, consacre la victoire politique du Front patriotique rwandais (FPR), qui dispose de huit ministres sur un total de dix-sept. Quatre partis d'opposition à l'ancien président Juvénal Habyarimana se partagent les ministères restants. Mais le plus significatif est, à la fois, l'importance des ministères attribués au FPR et la personnalité des hommes qui les occupent.

L'homme fort du FPR, le général Paul Kagamé, chef d'état-major du mouvement, est devenu non seulement ministre de la défense, mais aussi vice-président de la République, poste nouvellement créé. Le président du FPR, le colonel Alexis Kanyarengwé, a été nommé vice-premier ministre et ministre de la fonction publique. Le FPR détient également les portefeuilles de l'intérieur, de la réhabilitation des déplacés de guerre, de la jeunesse et des mouvements associatifs, de la santé, de la famille et de la condition féminine, et des transports et télécommunications, ces deux derniers portefeuilles étant détenus par deux femmes.

Le Mouvement démocrate répu-

blicain (MDR), dont Faustin Twagiramungu est président, détient trois portefeuilles, dont ceux des affaires étrangères et de la justice, attribués respectivement à Jean-Marie Ndagijimana, ambassadeur en France, et Alphonse-Marie Nkubjto, ancien procureur de Kigali, proche de mouvements de défense des droits de l'homme. Le Parti libéral (PL) a également obtenu trois ministères, le Parti social-démocratique (PSD) deux, le Parti démocrate-chrétien (PDC) un seul. Trois postes restent à pourvoir.

Dans un discours-programme, prononcé à l'occasion de la prestation de serment du nouveau président de la République, Pasteur Bizimungu (également FPR), le premier ministre s'est fixé huit objectifs, dont la restauration de l'unité nationale et de la démocratie et la relance de l'économie. Comme première mesure significative, il a annoncé la suppression de la carte d'identité nationale faisant état de l'appartenance ethnique. M. Twagiramungu a été chaleureusement applaudi par les deux mille Rwandais qui assistaient à la cérémonie d'investiture lorsqu'il a annoncé que le gouvernement allait « dédommager les victimes des massacres ».

Le nouveau président a, pour sa part, averti qu'« il n'y aura pas d'impunité au Rwanda sous le fallacieux prétexte de l'unité nationale ». « Toutes les personnes qui seront reconnues responsables de pogroms devront répondre de leurs actes devant une justice reconstruite et crédible », a-t-il ajouté avant sa prestation de serment.

## « Une bombe à retardement »

A New-York, le secrétaire général des Nations unies a lancé un appel au nouveau gouvernement pour qu'il rassure la population et encourage les personnes déplacées à retourner chez elles. A Paris, la porte-parole adjoint du ministère des affaires étrangères a indiqué que la France n'a « pas l'intention de demander au Conseil de sécurité de l'ONU une prolongation » de sa mission au Rwanda. Elle a ajouté que Paris allait dépêcher « dans les tout prochains jours » une mission auprès du nouveau gouvernement afin « d'entreprendre un dialogue » avec lui et d'étudier notamment « les conditions dans lesquelles le relais pourra être pris sur les plans militaire et humanitaire, et dans les relations avec l'ONU ».

L'émissaire du président américain Bill Clinton au Rwanda,

Brian Atwood, a déclaré mardi qu'il craignait une contre-attaque des soldats du gouvernement hutu depuis le Zaïre. « C'est une bombe à retardement. Les militaires rwandais sont partout (à Goma), ils préparent l'invasion du pays », a-t-il dit en arrivant à Nairobi depuis Goma, ville zaïroise à la frontière rwandaise.

Les organisations Action internationale contre la faim (AICF) et Médecins sans frontières-Belgique ont explicitement accusé la Radio des Mille Collines d'être le principal obstacle à l'assistance humanitaire, lors de deux conférences de presse, à Paris et à Bruxelles. « L'établissement de points fixes, où l'aide humanitaire peut se déployer, est impossible », a déclaré José Bidegain, président de l'AICF, les rations alimentaires distribuées sont cause d'émeutes de par l'arrivée continue de nouveaux réfugiés. » L'AICF a lancé un appel à l'ONU - et aux Etats-Unis en particulier - pour que des forces logistiques identiques à celles déployées lors de la guerre du Golfe soient mises en œuvre. L'organisation française aurait besoin de trente volontaires (nutritionnistes, infirmiers) et estime à trois cents les effectifs nécessaires pour l'ensemble des ONG. - (AFP)

LE MONDE

21/07/94